



MAGAZINE

Fonds Social de la RDC

CAP VERS LE DEVELOPPEMENT DURABLE DE LA RDC





Fonds Social de la RDC

*Partenaire de proximité pour
des projets sociaux qui transforment
la vie des communautés vulnérables.*



CONTENUE

PRESENTATION

4-6

PLANIFICATION

7-9

AGRICULTURE

10-15

THIMO

16-27

DEVENIR ALE

28-29

GENRE

30-37

COORDINATION

Adolphe MPWA INDOLE

REDACTION

Mireille MPEMBA NGWAMBA

REVISION

Joseph KASIWA,
Chef d'Antenne du Nord-Kivu

EDITION

Fonds Social de la RDC

INFOGRAPHISTE

KAMBALE LWANZO leston

LE MOT DU COORDONNATEUR GENERAL



Tout ce qui, dans ce monde inanimé nous fascine, toutes ces choses indifférentes et vides par elles-mêmes, se chargent d'une signification humaine dans la mesure où, sans que nous en prenions conscience, elles contiennent un pressentiment de l'amour. Ce pressentiment de l'amour dont parlait l'écrivain italien Dino BUZZATI trouve toute sa manifestation dans l'homme créé à l'image de Dieu pour exprimer cet amour.

Rien donc de plus exaltant, de plus noble et de plus sublime que de perpétuer l'œuvre de la création en contribuant, chaque jour davantage, à l'éclosion et à la pleine réalisation de cet amour. C'est à cette tâche sacrée que se fonde toute l'action du Fonds Social de la République Démocratique du Congo, conformément à la mission lui assignée par le Législateur. Une action qui se veut correctrice des discriminations que nous imposent le sous-développement et la pauvreté.

En s'engageant aux côtés des communautés de base dans une approche participative et responsabilisatrice en vue de la mise en œuvre des projets de développement communautaire, le Fonds Social de la RDC se veut une



manière concrète et efficace de participer à la reconstruction du pays et à l'épanouissement de l'Humain.

Ce qui se traduit au quotidien par l'amélioration des conditions de vie de la population congolaise et de son accès aux services sociaux de base ainsi que par l'allègement de la pauvreté et la promotion du développement économique et social à travers la création d'emplois et de revenus en milieux ruraux et urbains.

Cependant, les défis sont nombreux. Il y a d'abord, la vastitude du pays aux dimensions continentales (2.345. 410 Km²) et l'immensité et la variété des besoins à satisfaire.

Ensuite, il y a la rareté des ressources financières susceptibles de permettre de donner des réponses adéquates aux besoins détectés. Plutôt que d'abdiquer, nous nous assumons chaque jour en nous engageant dans un management strict des hommes et des ressources. C'est donc avec vous que nous comptons bâtir « un pays plus beau qu'avant », selon la vision des Pères de l'indépendance.

Le Coordonnateur Général,
RUPHIN BO-ELONGO KIMUEMUE

QUI SOMMES NOUS

- ▶ Le Fonds Social de la RDC est une agence d'exécution des programmes sociaux du Gouvernement.

LA MISSION

DU FONDS SOCIAL DE LA RDC

En tant qu' Agence d'exécution du Gouvernement, la mission du FS-RDC est de participer à l'effort de reconstruction de la République Démocratique du Congo en contribuant à :

- l'amélioration des conditions de vie de la population congolaise et de son accès aux services sociaux moyennant la réhabilitation et la reconstruction des infrastructures économiques et sociales communautaires;
- la création des revenus et des emplois dans les milieux ruraux et urbains par l'exécution ou l'implantation des micro-projets générateurs de revenus pour alléger la pauvreté et promouvoir le développement économique et social.

Il a comme tâche notamment de:

- Améliorer les services sociaux des communautés défavorisées à travers le pays, en l'occurrence les groupes de populations vulnérables tels que les femmes, les jeunes, les déplacés et les reclassés, les soldats démobilisés, les victimes de la guerre d'agression: handicapés, veuves et orphelins;
- Contribuer à réhabiliter et à construire les infrastructures économiques et sociales dans les milieux ruraux et urbains et améliorer l'accès des communautés locales aux services de base tels que l'éducation, l'eau potable, les soins médicaux, les routes de desserte agricole et

autres infrastructures rurales;

- Promouvoir la réalisation des micro-projets dans un certain nombre de secteurs de l'économie: l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'industrie, l'environnement, la santé et l'éducation et impliquer de larges segments de la population dans la relance de l'économie, en encourageant leur participation aux activités productives à petite échelle;
- Créer des emplois pour la mise en oeuvre de travaux publics à haute intensité de main-d'oeuvre(HIMO);
- Trouver des solutions aux problèmes de pauvreté en développant des stratégies, des politiques et autres projets conséquents en concertation avec les communautés de base, les autorités locales et les organisations non gouvernementales(ONG);
- Fournir de l'assistance technique aux communautés locales, aux autorités locales et aux ONG dans la préparation et l'exécution des microprojets et encourager l'engagement et la participation des précitées dans des activités de développement;
- Financer, sur base d'un contrat de prêt ou de subvention, des micro-projets pour la réhabilitation ou la reconstruction des infrastructures sociales;
- Réaliser toutes autres opérations qui se rattachent directement ou indirectement à sa mission. ■

Projet STEP : une réussite à 95% en 2018



Au cours de l'atelier de l'évaluation et de la Planification du Plan de travail et Budget Annuel 2018-2019

Ils étaient tous là, la grande équipe de la coordination générale de Kinshasa, Chefs d'Antennes, Chargés des projets, Responsables des bâtiments et travaux publics (RBTP), Responsables de gestion des conflits (RGC), Comptables, Agro économistes (AE), Chargés de passation des marchés (CPM), bref tous les membres du staff opérationnel de différentes provinces d'exécution du projet STEP du Fonds Social de la RDC, pour répondre au cinquième rendez-vous annuel de l'évaluation et planification des activités 2018-2019, du projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix (STEP).

Conduites par Mr Ruphin Bo-Elongo, Coordonateur général du FSRDC, ces assises se sont tenues du lundi 5 au Samedi 10 Novembre 2018 à « La Joie Piazza Hôtel » de Goma, Chef-lieu de la province du Nord-Kivu.

Au terme de l'évaluation, 2018, qualifiée d'une année de rattrapage, a connu beaucoup de temps forts et d'actions, qui ont permis au FSRDC d'accomplir beaucoup de réalisations. Les objectifs opérationnels arrêtés ont connu un degré de mise en œuvre très satisfaisant. Du coup, les résultats des activités réalisées au cours de l'année 2018 se sont révélés à la hauteur de 95% de réussite.

En effet, sur les 4 objectifs que s'étaient assignés le FSRDC pour l'exercice 2018 à travers ce projet, trois ont connu une forte performance. C'est le cas de l'objectif numéro 1 qui consistait à achever et à livrer au moins 124 sous projets. Et dans le cadre de la composante 1 consacrée à l'appui aux communautés, le FSRDC est parvenu à livrer 126 sous projets, projetés à décembre 2018, soit plus de

100% des réalisations pour cette composante.

La contre-performance a été observée dans l'objectif numéro 2, qui visait les activités des Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO) au niveau urbain ou Thimo sociaux. Alors qu'il était prévu de réaliser 21 sous projets, seuls 12 ont été réalisés, soit à peu près 58%. Ce taux de réalisation, bien que faible ou peu fameux, reste néanmoins acceptable au regard des certaines contraintes qu'il fallait gérer dans la mise en œuvre de cette sous composante.

« De façon Globale, le degré de satisfaction de la mise en œuvre de l'exercice 2018 est évalué à 95% de réussite », a souligné le Coordonnateur général du FSRDC.



Planification 2019 : cap sur 4 objectifs pour achever les 3 composantes du projet

Pour l'année 2019, le projet STEP s'est fixé quatre objectifs opérationnels. Etant donné que le projet se trouve à sa dernière année de mise en œuvre, l'ensemble de ces objectifs sont focalisés sur l'achèvement complet des activités qui restent à réaliser.

Dans son premier objectif axé sur les Infrastructures socio-économiques de base pour les communautés, il est prévu d'achever 137 sous projets.

En ce concerne le second objectif, le projet STEP s'attèlera sur les Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO), en milieux urbains (ou sociaux), avec un total de 22 sous projets.

Quant à l'objectif 3 consacré aux THIMO ruraux ou communautaires, il est prévu, en collaboration avec d'autres partenaires notamment UNOPS, de réaliser 800 Km des pistes rurales qui vont permettre le désenclavement des bassins agricoles.

Enfin, le 4ième objectif axé sur les filières Agricoles permettra au projet de mettre en place et de suivre, au cours de cet exercice 2019, les activités d'au moins 160 groupements des producteurs Agricoles (GPA) particulièrement dans le Tanganyika(car dans d'autres provinces, ces groupements ont été déjà installés) ; et de procéder à la mise en place et de suivre 242 groupements des producteurs éleveurs (GPE).

Il est également prévu de mettre en place et de suivre 1668 Champs écoles paysans (CEP) ainsi que 147 Fermes Ecoles Pilotes (FEP).

Pour le Coordonnateur Général, la participation de tout le staff du FSRDC à ces assises, vise l'appropriation du plan de travail 2019.

De ce fait, il a invité son équipe opérationnelle d'être très rigoureuse dans le suivi des activités et de bien gérer les risques identifiés lors de l'évaluation en vue d'atteindre la plus grande performance.

Pour rappel, le Projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix « STEP » est mis en œuvre dans les provinces du Nord et Sud Kivu, de l'Ituri, Bas -Uélé, Haute- Uélé, Tshopo et du Tanganyika, dans le but d'améliorer l'accès aux infrastructures socioéconomiques et aux moyens de subsistance des communautés vulnérables situées à l'Est de la RDC, après tant d'années de guerres dans cette partie de la République.

« *Appui aux communautés ; Moyens de subsistance et création d'emplois ; Renforcement des capacités* », telles sont les trois composantes de ce projet exécuté par le Fonds Social de la RDC, sur financement de la Banque Mondiale, pour une durée de 6 ans, soit du 2014 à 2020 ■

FSRDC dans la promotion de l'agriculture pour réduire la pauvreté et favoriser la paix

L'idée émane de plusieurs évaluations effectuées dans la partie Est de la République Démocratique du Congo, qui, depuis plus de 20 ans est vulnérabilisée par des guerres cycliques.

La Banque Mondiale, en collaboration avec le Fonds Social de la RDC, a pensé, via le projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix (STEP), mettre en place une approche de réinstallation agro-pastorale parmi tant d'autres, dans le souci de promouvoir la paix et contribuer à la réduction de la pauvreté à l'Est de la RDC.

Les deux partenaires sont convaincus qu'en offrant des opportunités d'auto-emploi et la création des richesses par l'amélioration de revenu à travers les travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO) et la réinstallation agro-pastorale, dont le pilier principal s'articule sur l'agriculture.

En facilitant les négociations sur leur accès à la terre au travers des actions conjuguées des comités de leaders communautaires et forces vives de la zone d'intervention, il est possible d'encadrer une grande partie de la population, en vue de diminuer non seulement les tensions intercommunautaires et conflits sociaux, mais surtout de contri-

buer efficacement à l'amélioration des revenus des communautés cibles du projet STEP.

Ainsi, en partenariat avec d'autres structures étatiques notamment l'Inspection Provinciale de l'Agriculture, la Pêche et de l'Elevage (IPAPEL) ; le Service National de Semences (SENASEM), l'Institut National des Etudes et Recherches Agronomiques (INERA) et le Conseil Agricole Rural de Gestion (CARG), le FSRDC exécute le projet STEP par le biais des Agences locales d'Exécution (ALE). C'est à ces dernières que le Fonds a délégué les prérogatives de la mise en œuvre des activités de chaîne des valeurs agricoles pour atteindre l'objectif de la sous composante 2.2 du projet STEP.

Cette sous-composante vise à accroître la sécurité alimentaire et les revenus des ménages agricoles en s'attaquant aux obstacles tout au long des chaînes de valeurs sélectionnées (productivité au niveau des fermes, manutention, stockages et transformation des produits agricoles), renforcer les capacités des groupes d'agriculteurs et coopératives.



LE SECHAGE

Les grains présentés dans la plupart des cas ont une teneur en eau supérieure à celle nécessaire pour une bonne conservation (13-14%).

Par «séchage», on entend la phase du système après-récolte au cours de laquelle le produit est rapidement déshydraté jusqu'à une humidité dite de «sauvegarde».

Cette dessiccation a pour but de réduire suffisamment la teneur en eau des grains pour garantir des conditions favorables de stockage ou de transformation ultérieure du produit.

Le séchage permet de réduire les pertes post-récolte dues à des phénomènes se produisant lors du stockage des produits, notamment : - la germination hâtive et intempestive des grains; - le développement de moisissures; - la prolifération d'insectes.



Séchage des grains de maïs récoltés dans les champs des quelques membres de GPA (Groupe des producteurs Agriculteurs) du bassin de Kibua, Sous-bassin de Kibua, Village de Nsindo en territoire de Walikale.



© Photo IFSRDC/ Lwanzo Leston

► Zones de mise en œuvre

Les activités de chaînes de valeurs agricoles s'exécutent dans les provinces de la mise en œuvre du projet STEP. A savoir : Nord et Sud-Kivu, Ituri, Haute Uélé et Tanganyika.

Au Nor-Kivu, ils sont dans deux corridors prioritaires. Le Corridor 1 : Sake-Masisi-Kibua, long de plus de 100 km et prend en compte deux territoires Masisi et Walikale et, le Corridor 2 : Butembo-Beni-Oicha couvre les territoires de Beni et Lubero.

Au corridor 2, il y a les bassins de Mangina, Kilya et Isale Graben. Pour faciliter la mise en œuvre des activités dans le Bassin de Mungina, la FAO partenaire de mise en œuvre a divisé ce bassin de production en deux (Mangina 1 et Mangina 2).

Le bassin de Sake Centre, le Bassin de Masisi Centre et le bassin de Kibua, sont dans le corridor 1. Les deux premiers bassins se trouvent dans le territoire de Masisi et le troisième dans le territoire de Walikale.

Dans les bassins de production du corridor 1, la dispersion de filières n'est pas la même partout. Il existe des spécificités par bassin. Les deux bassins de Sake centre et Masisi centre exploitent trois filières (la pomme de terre, le haricot et le manioc). Tandis que le Bassin de Kibua a une seule filière, le maïs.

Contrairement au corridor 2, il n'y a que trois filières de production végétales qui sont : le manioc, le haricot et le maïs. Ces filières sont toutes cultivées dans les 3 bassins de production.

► Catégories de bénéficiaires

Les Ménages bénéficiaires cibles de la sous-composante 2.2 du projet STEP sont constitués des déplacés, retournés, les réfugiés, les peuples autochtones pygmées, les femmes chefs de ménages, les démobilisés et les familles d'accueil. Deux types d'activités sont offerts au profit des vulnérables dans ces deux corridors. Il s'agit des activités de la production végétale et de production animale.

La première concerne quatre spéculations ou filières : la pomme de terre, le manioc, le haricot et le maïs.

La seconde concerne deux filières animales: l'élevage des caprins/ovins et la volaille. Ces activités s'exécutent dans six bassins de production identifiés dans les deux corridors prioritaires à raison de 3 bassins par corridor.

Planification Générale

- Nombre de ménages Bénéficiaires (MB): 15 840

- Groupes cibles: Déplacés, Retournés, Femmes Chefs de ménages, démobilisés, Peuples Autochtones Pygmées, Familles d'accueil... ;

- Zones d'intervention/ Corridors prioritaires: Corridor 1 (SAKE-MASI-SI-KIBUA): 8020 MB (5 800 pour les filières végétales et 2220 pour filières animales/caprin et volaille) ;

- Parties prenantes: Services étatiques (IPAPPEL, SENASEM, INERA, CARG, et DVDA), Privés, Structures membres de la Société Civile et ONG Nationales et Internationales.

► Ciblage des ménages bénéficiaires

La sélection des Ménages bénéficiaires est faite par une approche communautaire et suivante des critères préétablis de vulnérabilité. Un comité constitué par des différentes structures locales et leaders communautaires et présidé par le chef de l'entité. Le nombre total de Ménages cibles est de 15840 ménages bénéficiaires directs pour les deux corridors.

En raison de 8020 bénéficiaires dans le corridor 1 dont 5800 pour la production végétale et 2220 pour la production animale et 7820 dans le corridor 2 dont 5600 pour la production végétale et 2220 pour la production animale, soit un total de 11400 pour la production végétale et 4440 pour la production animale.

Au regard des besoins exprimés, la sous-composante connaît beaucoup d'engouement dans ces deux corridors prioritaires vu le défis de ses activités, la vulnérabilité et le faible revenu de population de la zone d'intervention.



► Stratégies de mise en œuvre

Les ménages bénéficiaires qui installent les champs sont structurés en Groupe de Producteurs Agricoles (GPA) de 20 personnes. La stratégie du FSRDC passe par la multiplication des semences par groupe de producteurs agricoles (GPA). Lors de la récolte, les 10% de la production sont restitués aux Agences Locales d'Exécution (ALE) : il s'agit du métayage.

Ces 10% servent des semences dans les CEP (Champs Ecole Paysans) et les 90% restants, chaque ménage bénéficiaire membre du GPA prend sa part. Une partie de la production qui provient de CEP, est servie aux ménages bénéficiaires indirects. La production dépend d'une zone à l'autre. Il y a des bassins de production qui donnent mieux que d'autres.

Tout dépend de la fertilité du sol du milieu où on a installé le champ. Mais en moyenne, le rendement pour la pomme de terre varie autour de 8 à 10 tonnes par hectare. Pour le Maïs, la spéculation de Kibua, donne autour de 2500 à 3000 kilogrammes par hec-

tare. S'agissant du manioc, les cultures sont encore sur pied et au stade de multiplication des boutures.

Les résultats de production sont identiques pour les deux corridors en ce qui concerne les filières communes. Sauf qu'avec la spéculation haricot, la production a été faible et ce souci était due suite à la forte pluviosité consécutive à une mauvaise répartition des pluies pendant la saison culturale et qui a engendré négativement plusieurs avortements provoqués par des fortes pluies.

Pour ce qui est des activités d'élevage, le fermage est aussi appliqué comme approche de mise en œuvre pour atteindre un grand nombre de ménages bénéficiaires. Deux géniteurs sont distribués à un ménage bénéficiaire direct. Après mise bas, une fois le sevrage réalisé, le ménage bénéficiaire direct restitue deux petits en âge de procréation à l'ALE et qui les donne à un autre ménage indirect.

Ceci pour atteindre un grand nombre de ménages bénéficiaires et améliorer la population animalière aussi bien en quantité qu'en qualité dans la zone du projet.

► Quelques difficultés rencontrées

Etant donné que le projet s'exécute dans les zones post conflits, les difficultés rencontrées sont de plusieurs ordres, notamment, la forte demande par rapport à la réponse réservée.

Les besoins exprimés sont plus élevés que la cible du projet. Les vols des cultures dans les champs avant même la maturité, l'insécurité

due l'existence de groupes armés dans certains coins, les maladies qui, parfois, freinent les avancées des activités (Ebola) et diminuent le rythme de réalisation des activités, les attaques des prédateurs tel que les chenilles légionnaires sur le maïs, l'impraticabilité des routes et la perturbation du rythme des pluies sont autant de défis auxquels le projet fait face. ■



Zoom sur le processus de recrutement des travailleurs des THIMO communautaires

Dans le souci de bien implémenter son projet des Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO), dans les milieux ruraux et urbains, le Fonds Social de la République Démocratique du Congo part d'un processus très efficace pour arriver à recruter une main d'œuvre fiable en toute neutralité.

L'opération s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la sous composante 2 axée sur les moyens de substance et création d'emplois, du projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la Paix (STEP), projet exécuté par le Fonds Social de la RDC, Sur financement de la Banque Mondiale.

« Le processus de recrutement des bénéficiaires pour les THIMO communautaires ou ruraux diffère de celui des THIMO Sociaux ou urbains ».

Au niveau rural ou communautaire, ce processus se fait en cinq (5) phases.

La première consiste à l'identification des villages. Cette opération est précédée par une formation des enquêteurs par l'équipe de « Développement Impact Evaluation (DIME) », équipe mise en place par la Banque Mondiale, pour assurer le suivi du protocole de l'évaluation d'impact des différentes composantes du projet STEP.

La deuxième phase, c'est la sensibilisation des villages identifiés. Elle est faite avec les mégaphones par un groupe des sensibilisateurs. La troisième concerne l'enregistrement des candidats. Elle est conditionnée entre autres, par la tranche d'âge allant de 18 à 60 ans sans distinction de sexe.

La quatrième phase est focalisée sur les enquêtes de base.

La sélection finale est la cinquième phase et se fait selon trois méthodes : la sélection par le chef du village, la sélection par le comité dirigeant du village et la sélection par la loterie.



▲ Vue du tirage au sort à Kalemie pour les travailleurs des THIMO Sociaux

S'agissant de la sélection par le chef du village et par le comité dirigeant du village, elles s'effectuent selon le degré de vulnérabilité soit, du plus vulnérable au moins vulnérable. En effet, à ce niveau, pour permettre une bonne sélection, il est demandé au chef de classer le double du nombre de travailleurs voulu dans son village. Ce classement se fait à partir de la liste de tous les candidats de son village qui ont été enquêtés lors de l'enquête de base.

Ainsi, les plus pauvres ont comme numéro de classement « 1 » ; le numéro « N » est réservé aux moins pauvres.

Ce processus est le même pour la sélection par le comité, seulement ici, c'est au comité d'effectuer le classement, en respectant l'aspect genre. Ces listes sont envoyées à l'équipe DIME.

Il est important de noter que les troisième et quatrième phases font l'objet d'une formation des enquêteurs. Ces deux phases se déroulent en continu.

La formation a pour objectif de s'assurer d'une bonne utilisation de la tablette (outil de l'enquête) ainsi que de la maîtrise et la compréhension du questionnaire pour pouvoir mener à bien l'opération. Elle est sanctionnée par un test pour enfin retenir les meilleurs.

Celle-ci à son tour, procède à un choix aléatoire à l'aide de la machine, les candidats classés par le chef ou par le comité pour constituer deux listes de même taille. Une pour les travailleurs et l'autre pour les remplaçants.

La sélection par la loterie se fait également selon le même principe du respect à la parité, avec deux urnes, dont une pour les femmes et une autre pour les hommes. Il se fait dans un lieu public devant tous les candidats ayant été enquêtés. Chaque candidat a un jeton dont le double se trouve dans l'urne.

L'exercice de ce tirage commence par l'urne féminine, ainsi de suite jusqu'à ce que le double de nombre des travailleurs voulu dans le village soit atteint.

Il sied de noter que le premier tirage, c'est celui qui constitue la liste des travailleurs. Une fois terminée, commence le tirage de la liste des remplaçants.

« Contrairement aux zones rurales ou communautaires, dans les zones urbaines, la sélection des candidats aux Travaux à Haute Intensité de la Main d'Œuvre (THIMO) se fait uniquement par loterie, tout en respectant l'équilibre genre » ■



© Photo FSRDC/ Lwanzo Lesion





▲ Le Ministre provincial de l'agriculture, le Chef d'Antenne FSRDC/NK, le Chef de Groupement inaugurent symboliquement le lancement des travaux à Kibua

Le FSRDC lance les THIMO communautaires dans le corridor Saké, Masisi-Kibua.

Après la phase pilote des THIMO communautaires dans le corridor Butembo, Béni-Oïcha, l'Antenne du Fonds social Nord-Kivu poursuit l'opération dans le corridor Saké, Masisi-Kibua.

Le lancement officiel de ces Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre (THIMO) pour ce deuxième corridor a eu lieu le samedi 9 février 2019 à Karuba, dans le regroupement Mufpungi Karuba à Masisi, en présence du Ministre provincial de l'Agriculture, Elevage, Pêche et Développement Rural de la province du Nord-Kivu, les Chefs des regroupements Karuba, Bahunde, Matanda ainsi que le chef d'Antenne du FSRDC/N.K et d'autres invités.

Ces Travaux à Haute Intensité de Main d'œuvre (THIMO), consistent à réhabiliter des pistes rurales de desserte agricole. Il s'agit des routes Kobokobo- Ngungu, Bihambwe- Rubaya- Kibabi- Kinigi, Piki- Kishonja, Kaanja- Mahanga, Kibua-Limangi-Misau, Nyabyondo- Mutingo.

12 entreprises de construction ont été recrutées pour exécuter lesdits travaux, sous la supervision de l'UNOPS, Agence Locale d'Exé-

cution (ALE) du FSRDC.

En effet, les routes précitées sont longtemps restées dans un état de délabrement très avancé alors qu'elles desservent trois bassins de production agricole dont Saké, Masisi- Kibua, avec différents sous bassins ou habitent les producteurs agricoles.

« Notre corridor est un grand foyer de production agricole avec des spéculations importantes comme la pomme de terre, le haricot, le manioc, le bananier etc. », a souligné Mr Muley Kubuya Eloï, chef du regroupement Mufpungi Karuba.

Ces bassins regorgent aussi une zone d'élevage dont les espèces les plus prolifères sont des chèvres, vaches, moutons, porcs et volailles.

Les potentialités agro- pastorales de ce corridor constituent des opportunités de survie pour plus ou moins 85% des populations rurales et alimentent des grands centres urbains et cités comme Mubi à walikale, Masisi centre, le centre minier de Rubaya, Goma, Bukavu, Kisangani, Minova, voir même Kinshasa, la capitale du pays. Certaines productions de ce corridor traversent même des frontières.



© Photo FSRDC/Lwanzo Leston

Potentialités agricoles énormes, mais population très pauvre

Mais hélas, les producteurs de ce corridor rencontrent d'énormes difficultés pour acheminer leurs produits des zones de production vers les zones de consommation.

Par conséquent, en dépit de potentialités agricoles énormes, les populations de ce corridor vivent dans une pauvreté aigüe avec comme conséquences le faible accès à la scolarité des enfants faute de moyens financiers des parents, faible accès aux soins de santé et autres. Afin de résoudre tant soit peu ce défi majeur du mauvais état des routes, les femmes et les enfants sont devenus des « chevaux » pour écouler la production vers les centres de consommation et, sont souvent victimes des plusieurs abus sexuels et tant d'autres, mettant en cause leur santé et leur sécurité.

L'agriculture étant ainsi devenue un domaine non payant, le taux de chômage et l'exode rural se sont fortement accentués ; ce qui constitue un danger permanent dans le corridor. Du coup, les déplacés des guerres, les ex-combattants, les démobilisés, les peuples pygmées, les femmes chefs des ménages, victimes des violences sexuelles et autres vulnérables continuent à vivre dans la précarité.

Cap vers le changement

De ce fait, ces travaux de désenclavement du corridor Saké- Masisi-Kibua, ont apporté un ouf de soulagement, car ils constituent une réponse aux défis complexes dont l'objectif ultime est sans nul doute d'aboutir à l'amélioration des conditions socio-économiques

des populations. « Une fois la réhabilitation terminée, nous allons maintenir (entretenir) ces pistes en bon père de famille », a promis le chef du regroupement Mufpungi Karuba, en interpellant les populations ainsi que toutes les autorités de s'approprier ce projet.

« Nous sommes très émus de l'initiative du Fonds Social de la RDC pour ce projet qui vient non seulement nous donner du travail qui va nous procurer de l'argent, mais, en travaillant, nous allons désenclaver nos routes pour nous permettre d'évacuer nos productions agricoles vers la ville et les vendre pour bien subvenir aux besoins de nos enfants, particulièrement le paiement des frais scolaires», a déclaré Mme Shekera, bénéficiaire tout travaux du projet.

Le chef d'Antenne du FSRDC/Nord -Kivu, Mr Joseph KASIWA, a signifié que hormis l'aspect amélioration socio-économique des populations, ces Travaux à Haute Intensité de main d'Œuvre (THIMO) visent également la cohésion sociale des bénéficiaires Directs et indirects du projet.

A son tour, Mr Kambumbu Kayenga Martial, Ministre provincial de l'Agriculture, élevage, Pêche et Développement rural de la province du Nord-Kivu, a demandé au partenaire d'exécution du projet de fournir un effort exceptionnel pour que les objectifs assignés à ce projet soient atteints.

Il a aussi exhorté les autorités locales à une collaboration étroite et à accompagner l'UNOPS pour que les objectifs de ce projet soient atteints à la plus grande satisfaction de toutes les parties prenantes.■



© Photo FSRDC / Iwanzo Leston



▲ *Quelques bénéficiaires du tronçon Kibua-Limangi-Misau*

THIMO Communautaires
dans la province du Nord-
Kivu, donne des emplois
temporaires à 1254
bénéficiaires tout
travaux dont 48%
sont des femmes

UNE PORTE POUR L'AUTONOMISATION SOCIO-ECONOMIQUE DES BENEFICIAIRES....

« *Le sous projet des Travaux à haute Intensité de Main d'Oeuvre (THIMO) du Fonds Social de la RDC, m'a rendu autonome !* », a dit la bénéficiaire **Yvonne Luvu**, 23 ans, fille Mère. Yvonne ne jurais que sur un objectif, celui de refaire et réussir sa vie.

Un jour, la chance lui a souri d'être sélectionnée par loterie comme bénéficiaire des THIMO en milieu Urbain, dans le paquet de la catégorie Travaux + Formation + Epargne.

Elle a fait sa formation en coupe et couture à l'Institut National de Préparation Professionnelle (l'INPP/Goma) et grâce à l'épargne d'une partie de ses frais de transport pendant l'exécution des THIMO, elle a réussi à acquérir une machine à coudre.

A ce jour, « *j'ai un atelier de coupe et couture qui me permet tant soit peu de subvenir à mes besoins et de payer les frais scolaires de ma fille* », a déclaré Yvonne Luvu. ■



© Photo FSRDC/ Lwanzo Leston

▲ Mlle, Yvonne Luvu, bénéficiaire des THIMO sociaux à Goma, aujourd'hui Couturière.

Prince Lelo de Goma, la trentaine révolue et détenteur du diplôme de formation en mécanique.

Bénéficiaire des Travaux à Haute Intensité de la Main d'œuvre en milieu urbain, Prince Lelo a pu épargner et s'est acheté l'outillage et les équipements nécessaires pour ouvrir un atelier de quado à Goma, non loin du rond-point Tchikudu, dans la province du Nord-Kivu.

Dans son atelier, Lelo offre des services de réparation des pneus et des véhicules. Du coup, il s'est créé une PME en employant trois de ses collègues de la formation mécanique.

Courageux et zélé pour son travail, Prince Lelo compte faire grand pas dans les jours avenir.

« *Je compte acheter un minibus pour me lancer dans le transport en commun dans la ville et gagner un peu plus d'argent* », a-t-il conclu. ■



© Photo FSRDC/ Lwanzo Leston



© Photo FSRDC/ Lwanzo Leston

▲ *Prince Lelo, bénéficiaire des THIMO sociaux a Goma, aujourd'hui Quado.*

Julienne KAKASI, de sans emploi au maçon, elle caresse le rêve de devenir Ingénieur.

Divorcée depuis plus de trois ans, madame Julienne KAKASI LUNGE, âgée de 41 ans est mère de 3 enfants. Elle est le produit fini du Fonds social de la République Démocratique du Congo. Elle a livré sa petite histoire pour encourager d'autres femmes qui pense qu'il existe des travaux spécifique pour les hommes. Alors qu'en réalité, la femme est capable de faire ce que l'homme peut faire.

« C'est le Fonds Social qui m'a façonnée pour devenir aujourd'hui chef de chantier. En effet, en étant célibataire sans aucune activité, j'ai été recrutée par tirage au sort parmi tant d'autres femmes et hommes, dans la catégorie C (travail, épargne formation) pour les Travaux à Haute Intensité de Main d'Œuvre, THIMO sociaux, dans le cadre du projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix (STEP). Les travaux ont été exécutés au quartier Mudzipela et Kindia en ville de Bunia.

Nous avons réhabilité les routes sur plusieurs avenues dans ces quartiers.

Après les THIMO, j'avais entamé la formation professionnelle à l'Institut Nationale de Préparation Professionnelle, (INPPP).

Une fois à l'INPP, j'ai porté mon choix à la

maçonnerie au lieu de choisir la coupe et couture ou autres filières souvent préférées par les femmes, j'ai voulu exceptionnellement embrasser la maçonnerie et construction, une filière pourtant exclusive aux hommes en province de l'Ituri.

J'étais donc l'unique femme parmi tant d'hommes. Et comme je voulais bien faire la différence, j'étais très active plus que mes collègues hommes. Dieu aidant, je saisis vite les matières (théories et pratique) et ce n'était pas facile mais je me suis jetée à l'eau malgré les séquelles de divorce qui ont failli déranger ma psychologie. Et je m'en suis surpassée en disant: après le divorce, la vie continue».



▲ Mme Julienne en plein travaux

« Animé par cet esprit d'aller de l'avant, j'ai terminé ma formation professionnelle avec la mention satisfaction. J'étais directement engagée pour la première fois comme maçon pour la construction de deux bâtiments de trois salles de classe chacun en faveur de l'institut ZAHABU YA EKIMA à Kilo, localité de la chefferie de Banyali Kilo en territoire de Djugu. Travaux exécutés par l'entreprise ECCRTP de madame ODIA Espérance avec LALE CARITAS Bunia.



© Henry/Bunia

▲ Mme Julienne au chantier

Après quelques jours, les ingénieurs et chefs des travaux démissionnent et nous sommes restés que des maçons. Ayant suivi parfaitement la formation professionnelle à l'INPP, la confiance est tombée sur ma modeste personne pour la continuité des travaux. Ainsi j'ai été donc nommée comme chef de chantier avec 30 maçons sous ma responsabilité. Chose faite, après un travail assidu, les deux bâtiments ont été parachevés jusqu'à la réception.

Après la construction de ces bâtiments scolaire, j'ai été rappelée pour diriger les THIMO communautaires sur l'axe routier AME jusqu'à NDRELE en territoire de Mahagi avec l'entreprise EGECOM.

Engagée comme chef de chantier, j'ai dirigé une équipe de 65 personnes tout terrain, T.T dont 27 femmes. Avec mon équipe, nous avons ouvert 5 km de route bien rechargée et compactée par la méthode HIMO. En plus, la construction des dalots, tout ceci avec mon expertise et sous ma surveillance pour ainsi rendre fluide la circulation des véhicules.

Pour vérifier la qualité de notre travail, l'ingénieur Nathan de Fonds Social Bunia l'a expérimentée lui-même avec sa jeep et il était convaincu. D'ailleurs après ces travaux, j'ai été rappelée pour diriger d'autres THIMO sur le tronçon routier Kpandroma en territoire de Djugu.

Voilà donc j'ai éloigné de moi la complexité, j'ai découvert que toute activité exécutée par l'homme, la femme en est aussi capable. Les femmes ne doivent pas se laisser faire, elles sont fortes et ne doivent pas être limitées, les femmes ont la capacité comme les hommes.

Enfin, mon objectif, ma vision n'est pas de rester à ce stade de maçon, mais je voudrais bien dans l'avenir devenir un ingénieur ».



© Henry/Bunia

▲ Mme Julienne avec ces collègues de chantier

COMMENT DEVENIR UNE AGENCE LOCALE D'EXÉCUTION, «ALE»?

I. DEFINITION DU CONCEPT «ALE »

- Une organisation non-gouvernementale (ASBL/ONG nationale ou internationale, confessionnelle ou non confessionnelle), ou
- Une agence de mise en œuvre d'un projet ou d'un programme bilatéral ou multilatéral
- Ou encore une agence du système des Nations Unies, répondant à certains critères de qualification et qui a pour fonctions et responsabilités principales de gérer l'exécution des activités ou sous-projets éligibles au financement du Projet.

agricoles;

- Posséder une structure et du personnel permanent rémunéré, des locaux et des équipements nécessaires pour la réalisation des missions;
- Avoir une capacité à gérer les passations de marché et à tenir une comptabilité avec des procédures transparentes;
- Avoir été auditée par un auditeur indépendant pour au moins l'un des trois derniers exercices précédant la demande d'agrément auprès du FSRDC.

II. CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ DES ALE

- Avoir la personnalité juridique permettant l'établissement d'une relation contractuelle avec le FSRDC;
- Pouvoir démontrer, à la satisfaction du FSRDC, son expérience prouvée dans la mobilisation des masses et l'accompagnement des communautés;
- Démontrer sa compétence technique, sa compétence en gestion et en suivi des projets en général et en particulier des projets à caractère communautaire;

Pour les ALE de la composante 2: «Moyens de subsistance et création d'emplois», une expérience préalable de la méthode HIMO notamment dans le domaine de la réhabilitation des pistes rurales et/ou de l'appui aux filières

II. PROCÉDURE D'AGRÈMENT DES ALE

- Lancement par le Fonds Social de la RDC d'un avis à manifestation d'intérêts et réception des demandes d'agrément émanant des ONG ou ASBL ou autres institutions éligibles.
- Analyse des candidatures reçues au niveau des antennes (évaluation et visite de terrain) et transmission des dossiers à la Coordination générale (DEP);
- Examen des dossiers par le comité d'agrément présidé par le Coordonnateur Général;
- Agrément prononcé par le comité d'agrément des ALE présidé par le Coordonnateur Général et ayant comme membres le directeur administratif et financier, le directeur technique et le directeur des Etudes et Programmes.



Les représentants des Agences Locales d'Exécution du FSRDC en atelier de renforcement des capacités.

IV. RÔLES DE DIFFÉRENTES PARTIES DANS LA PROCÉDURE D'AGRÈMENT FSRDC

Lancer officiellement un avis à manifestation d'intérêts;

Recevoir les différentes candidatures par la voie indiquée sur l'avis;

Analyser les différentes candidatures en référence à l'avis à manifestation d'intérêts, par le biais des antennes provinciales;

Traiter les dossiers de candidature reçus des antennes avant de les soumettre au comité d'agrément, via la direction des Etudes et Programmes (DEP)..

ANTENNES PROVINCIALES DU FSRDC

Recevoir les différentes candidatures;

Analyser les candidatures;

Procéder à une enquête de terrain afin de se faire une idée sur la candidate Agence Locale d'Exécution;

Procéder à la vérification de la crédibilité/ réputation (image) de l'ONG candidate;

Donner leur avis dans un mémoire d'agrément accompagné du PV de visite des installations.

ALE

Après son agrément, l'Agence Locale d'Exé-

cutation, qui aura préalablement signé une convention MOD (Maîtrise d'Ouvrage Déléguée) avec une communauté, pourra signer avec le Fonds Social un accord de don communautaire pour la gestion d'un ou plusieurs sous projets.

TRÈS IMPORTANT

Si l'agrément reste une condition essentielle, il ne garantit aucun contrat.

Dans le cas de la composante 1: «Appui aux communautés», en particulier, le choix d'une ALE pour la gestion de l'exécution d'un sous-projet, relève de la responsabilité des communautés de base initiatrices des sous-projets au travers de leur Comité Local de Développement (CLD/CLPD).

Par contre, pour la composante 2 : « Moyens de subsistance et création d'emplois », le choix d'une ONG pré-qualifiée/agrèée pour assurer la gestion d'un sous projet de THIMO urbains sera fait par tirage au sort, à partir du répertoire/liste des ONG pré-qualifiées/Agrèées diffusé par la Coordination Générale à l'attention de ses antennes et des partenaires. Le tirage au sort sera organisé conformément à la procédure ad hoc. ■

La femme, célébrée avec faste au FSRDC

En guise de la célébration de la journée internationale de droits de la femme en mars 2019, l'Antenne du Fonds Social Nord-Kivu a organisé une journée d'information et d'échanges sur le thème « FSRDC, cap vers le développement durable à travers des projets sociaux prônant la paix, la sécurité, et l'égalité du genre ».

A cet effet, honorés par la présence de la chargée du projet STEP, Mme Samantha De Silva, les staffs opérationnels du Fonds Social ont démontré à travers leurs exposés, la prise en compte de la dimension genre dans la mise en œuvre des projets qu'ils implémentent dans la partie Est du Pays, à savoir, le projet pour la Stabilisation de l'Est de la RDC pour la paix (STEP) et le projet d'Urgence relatif à la violence sexuelle et basée sur le genre et la santé des femmes dans la région des Grands-Lacs « VSBG ».

Les Agences Locales d'Exécution, les bureaux de contrôle, les bénéficiaires directs de deux projets ainsi que quelques Ongs locales ont pris part à cette journée d'échanges. Ces bénéficiaires ont témoigné de l'apport des différents projets du FSRDC dans leurs vies.

De l'autre côté de la nouvelle Antenne du Fonds Social de la RDC/ Bunia, la journée de la femme était commémorée à travers une émission radiophonique de sensibilisation et vulgarisation avec les témoignages de quelques femmes bénéficiaires directes des travaux à Haute Intensité de la Main d'Œuvre (THIMO) au niveau Urbain, dans le but d'encourager l'autonomisation de la femme.

Ces dernières ont témoigné du bénéfice de leur travail, en encourageant d'autres femmes de ne pas se limiter ou se mettre des barrières quand il s'agit d'un travail qu'on qualifie « pour homme». ■



© Iwanzo Leston/ FL

▲ Photo de famille après l'atelier



Les bénéficiaires de THIMO Sociaux avec la CA du FSRDC/ Bunia à Bunia qui ont témoigné du bénéfice de leur travail, en encourageant d'autres femmes de ne pas se limiter ou se mettre des barrières quand il s'agit d'un travail qu'on qualifie « pour homme »

Les femmes du FSRDC/Nord-Kivu ont commémoré la journée de la femme avec la TTL du Projet STEP.



PAROLE AUX FEMMES DU FSRDC

Nous avons célébré le mois de la femme en cette année 2019 sous le thème « Penser de manière égale, Construire, Innover pour le changement », au niveau International ; « Ensemble, promouvoir la Paix, la Sécurité et le Genre pour l'accès aux services publics de qualité » au niveau National.

Que vous dit ce thème en tant que femme œuvrant dans le secteur social ?



Mme Sylvie LUZALA,
Secrétaire du FSRDC/NK

Ce thème interpelle à toutes les femmes de travailler dans le changement d'abord des mentalités car tout est fruit du mental : la femme doit réfléchir comme égal à l'homme et non inférieur à ce dernier; elle doit travailler afin de faciliter la construction de son environnement, rechercher les idées nouvelles pour aboutir à un changement favorable au développement, à la sécurité et la paix dans tous les domaines et niveaux de la société.



Mme FIFI BALUNDA, Chef d'Antenne/Bunia Fonds Social de la RDC

Que vous dit ce thème en tant que femme œuvrant dans le secteur ? La femme doit sortir des sentiers battis, aller au-delà des limites que lui imposent nos sociétés, pour avoir la liberté de penser et d'atteindre les objectifs que l'on se fixe lors de ces journées commémorant le droit de la femme. Pour que les femmes aient accès aux services publics de qualité, Mme Fifi estime que, ces services publics soient d'abord de qualité avant d'y apporter les innovations. Sur ce, elle suggère que dans différents services publics qu'il y ait un cadre d'auto évaluation qui permettra une remise en question et une amélioration de chaque service public, et si possible mettre en place un réseau qualité ainsi qu'un système de contrôle interne qui fonctionne effectivement ; pour ne parler que de cela.



Madame Rebecca EFOMI, Secrétaire et chargée de la Trésorerie du «Projet relatif aux violences sexuelles et basées sur le genre et la santé des femmes dans la région des grands lacs,» en sigle VSBG , du FSRDC.

Sans innovation, il est difficile de parler de changement. Je pense que ce thème devrait nous aider, nous «Femmes» à entrevoir une ère nouvelle, axée à l'innovation et la créativité, ce qui nous mènera à la construction et à un changement réel.

Cette innovation va éradiquer plusieurs obstacles qui se dressent au-devant de la femme, pour ainsi accélérer son progrès vers l'égalité des sexes et du genre.

La femme doit réfléchir comme une «femme» (égal à l'homme), comme une «mère» (pensant au bien-être de tous), comme la «créatrice» (celle qui donne vie).

Ainsi donc, au terme de cette réflexion, qu'elle arrive à réaliser des services et des infrastructures adaptés aux attentes de la femme et de la jeune fille, mais aussi de l'homme.

Je crois et affirme que la femme a en elle un potentiel aussi fort, qu'elle doit être en mesure de déployer afin de jouer pleinement un rôle actif et efficace dans le système sociétal et de développer de sa patrie.

Il est primordial que les idées et les expériences des femmes interviennent dans la conception et la mise en œuvre de certaines innovations et décisions, ce qui façonnera la société de demain.



*Madame Adeline M'BUY,
Secrétaire de la Coordination
Générale du FSRDC*

En tant que femme, soucieuse de l'amélioration des conditions de vie dans notre pays, je suis appelée à dénoncer toute injustice, violence et médiocrité afin de promouvoir les valeurs grâce à des sensibilisations menant au développement.

Sur ce, il faudra déployer encore plus d'efforts pour exiger les droits de femmes et leur participation dans la réalisation de nos projets, rappeler aux femmes rurales le sens de l'épargne qui mènera à l'entreprenariat, créer des foyers sociaux de formation et encadrement des femmes et jeunes filles.

Les femmes ne peuvent contribuer à la promotion aux valeurs de paix et de la sécurité qu'en l'impliquant dans les organes des décisions de la nation, dans les associations des femmes urbaines ou rurales pour défendre ces valeurs incontournables pour le développement du pays.



Mme Lydia Mbula Safi, Chargée des Projets de la composante 1 du projet STEP au FSRDC/ Nord-Kivu

Ce thème nous interpelle sur la situation actuelle de la femme. Penser de manière égale n'est possible que si les femmes sont éduquées, instruites et formées humainement.

Construire et innover pour le changement constituent des objectifs nobles qui ne peuvent être atteints que si les femmes sont préparées au sein de leurs communautés (famille et école).

Pour relever ces défis, les communautés (locales, nationales et internationales) doivent donner à la femme la place qu'elle mérite. Ceci suppose que les mentalités au sein des communautés changent.

La femme ne doit plus être considérée comme inférieure à l'homme. Les communautés nationales doivent par ailleurs s'interroger sur ce qui est fait pour la femme et par la femme pour améliorer sa condition.

Le développement n'est pas possible sans la paix et la sécurité. Les femmes peuvent jouer un rôle important dans la promotion de la paix, la sécurité si elles participent activement à l'éducation, à la formation des membres de leurs communautés.

La promotion du genre doit être une priorité pour les femmes.

Au niveau de la RDC, les populations doivent réfléchir sur la manière dont elles contribuent à la promotion du genre à travers des activités (actions) menant à la paix, à la sécurité, mais aussi à l'accès aux services publics de qualité et à innover pour le changement.



*Mme Mireille Mpemba Ngwamba,
Consultante en Communication au FSRDC.*

Ce thème se veut interpeller les femmes à rectifier les tirs pour relever le chaos qui freine son développement. La femme doit prendre courage et mettre en valeur ce qu'elle possède comme connaissances, expériences et talents en apportant sa pierre dans la construction de l'édifice commun pour l'intérêt de la nation ainsi que de l'humanité tout entière.

Pour se faire, la femme doit être en harmonie avec son environnement. C'est à dire mener cette lutte en harmonie parfaite avec l'homme qui est son semblable. La femme doit savoir que le combat pour son développement doit se mériter et cela dans la paix et l'amour.



*Mme ANIFA SUMAILI Olive,
Intendante FSRDC Antenne
de TANGANYIKA à Kalemie*

Ces deux thèmes international et national qui se rapproche, nous interpelle encore plus entant que femme de bien canaliser nos énergies au service des autres ; de prouver nos savoir-faire ; bien assumer notre rôle dans les services publics.

HISTOIRE

DU BOMARS

Comment le 8 mars est devenu la Journée Inter- nationale des Femmes...



Au début du XXe siècle, des femmes de tous pays s'unissent pour défendre leurs droits.

L'origine de cette journée s'ancre dans les luttes ouvrières et les nombreuses manifestations de femmes réclamant le droit de vote, de meilleures conditions de travail et l'égalité entre les hommes et les femmes, qui agitèrent l'Europe et le monde occidental, au début du XXe siècle.

La création d'une « Journée internationale des femmes » est proposée pour la première fois en 1910, lors de la conférence internationale des femmes socialistes, par Clara Zetkin, et s'inscrit alors dans une perspective révolutionnaire.

La date n'est tout d'abord pas fixée, et ce n'est qu'à partir de 1917, avec la grève des ouvrières de Saint Pétersbourg, que la tradition du 8 mars se met en place. Après 1945, la Journée internationale des femmes devient une tradition dans le monde entier.

Jusqu'à nos jours...

La date est réinvestie avec le regain féministe des années 70 et la « Journée internationale des femmes » est reconnue officiellement par les Nations Unies en 1977, puis en France en 1982. C'est une journée de manifestations à travers le monde, l'occasion de faire un bilan.

La Journée des femmes reste aujourd'hui d'une brûlante actualité. Car tant que l'égalité entre les hommes et les femmes ne sera pas atteinte, nous aurons besoin de la célébrer. ■



www.fondsocial.cd



www.fondsociale.cd

11, Avenue Colonel Lukusa,
Commune de la Gombe,
Kinshasa

Téléphone :

- (+243) 999305148,

- (+243) 999305153

E-mail:

fondsocialecdc@yahoo.fr,

fondsocialecd@fondsociale.cd

